

## *Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie sur la feuille de route de l'équilibrage du système électrique français*

### *Contribution de REstore*

REstore tient à remercier vivement la CRE et RTE pour cette consultation en particulier, mais également pour la démarche extrêmement positive que constitue plus généralement cette feuille de route sur l'équilibrage. Elle offre en effet une occasion à l'ensemble des parties prenantes le temps de la réflexion et de la concertation pour mettre en place un cadre clair d'évolutions structurantes du fonctionnement global de l'équilibrage en France sur un horizon de plusieurs années.

En complément du volet équilibrage, REstore considère par ailleurs qu'une démarche similaire pour le cadre de valorisation du pilotage de la demande serait également pertinent. En effet, au terme de l'ambitieux programme entrepris sur la période 2008-2014 et qui a permis à la France de disposer d'un cadre novateur pour la valorisation des effacements de consommation, de nombreux sujets demeurent à traiter pour permettre de poursuivre le développement de cette filière. Pour que les acteurs puissent disposer également d'une vision sur comment et quand ces sujets pourraient être traitées, REstore considère qu'une feuille de route dédiée pour l'horizon 2018-2023 sur le pilotage de la demande (non limitée au seul volet effacement) s'avèrerait pertinente.

Enfin, REstore tient à souligner qu'au-delà des débats sur l'efficacité des différents modèles d'équilibrage en Europe (proactif vs. réactif), le point essentiel pour nous consiste à pouvoir disposer d'un cadre nous permettant de valoriser pleinement nos capacités flexibles, sans barrières ni discrimination : que la flexibilité soit valorisée de manière implicite ou explicite ne présente selon nous pas de différence du moment que cette condition est respectée.

Q1 : Etes-vous favorable à la proposition de RTE de fixer le délai de neutralisation (et donc le guichet de programmation et le guichet d'échanges infra journaliers transfrontaliers) à une heure avant le début de la livraison physique ? Pensez-vous qu'à terme il sera nécessaire de réduire le délai de neutralisation en dessous d'une heure avant le début de la livraison physique ?

REstore n'a pas de position particulière quant à la durée optimale du délai de neutralisation.

Q2 : Etes-vous en accord avec la proposition de RTE d'aligner le nombre de guichets infra journaliers transfrontaliers sur le pas de règlement des écarts, lors de son éventuel passage à 15 minutes ?

REstore est favorable à cette proposition

Q3 : D'ici l'éventuelle réduction du pas de règlement des écarts à 15 minutes, pensez-vous qu'il faille mettre en oeuvre un guichet infra journalier transfrontalier toutes les 30 minutes, aux frontières où des produits d'une durée de 30 minutes sont déjà proposés ? Si oui, êtes-vous favorable au calendrier proposé par la CRE (instruction en 2017 et mise en oeuvre en 2018) ?

Pas d'avis

Q4 : Avez-vous d'autres commentaires sur les éléments proposés dans la partie 3.1 ?

Pas de commentaires

Q5 : Etes-vous favorable au maintien du modèle marges tel que proposé par RTE en France ? En particulier, êtes-vous favorable au maintien d'actions de RTE pour reconstituer les marges en amont de la fermeture du dernier guichet de nomination transfrontalier ?

Le modèle marges en lui-même ne soulève selon nous pas d'inconvénients majeur : il convient toutefois de noter que ce modèle peut finalement s'apparenter au modèle réserves, mais avec une gestion des besoins au cas par cas, et une « contractualisation » en quasi temps réel de réserves additionnelles par RTE en cas de marge insuffisante. Comme soulevé par RTE et Microeconomix, cette approche permet de dimensionner au plus proche les besoins en réserves/marges, et donc de minimiser le coût total.

Q6 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE visant à renforcer la transparence du modèle marges ? Quelles propositions concrètes pourriez-vous émettre en ce sens ?

Il est en revanche selon nous essentiel que ce modèle bénéficie d'une transparence accrue : dans la situation actuelle, les acteurs ne bénéficient de quasiment aucune information sur la manière dont RTE gère ces marges, et ne peuvent dès lors pas prétendre « participer » à ce type de réserves en temps réel.

Q7 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de ne pas retenir les deux recommandations de Microeconomix proposées par RTE dans les priorités à traiter dès 2017 ?

#### **REstore n'est pas favorable à la proposition de la CRE**

En effet, le modèle marges repose aujourd'hui sur une combinaison de deux éléments qui nuisent à la transparence et à l'équité de « marché » :

- la majorité des réserves offertes à RTE le sont dans le cadre de l'obligation légale pour les gros producteurs de remettre leur puissance disponible restante, moyennant un prix d'activation.
- seules des actions d'activations d'offres déjà présentes sur le MA sont rémunérées par RTE pour reconstituer les marges.

Pour revenir à la comparaison du modèle marges avec un modèle de réserves quasi temps réel, il nous semble que le modèle marges exclut aujourd'hui certaines capacités, et ne révèle pas la valeur réelle de ces MW de réserves que RTE constitue. En effet, des capacités qui ne sont pas offertes sur le MA à un instant t (hors obligation légale d'offrir le disponible restant, mise à disposition dans le cadre de réserves contractualisées, ou offre libre) pourraient néanmoins se rendre disponible contre rémunération dans le cas où RTE en ferait la demande.

Ceci ne pourrait bien entendu être effectué que dans le cas où le coût de mise à disposition se révèle inférieur à la reconstitution par activation telle qu'effectuée aujourd'hui par RTE.

Néanmoins, puisque la logique de marge repose sur la disponibilité et non l'activation, il est fort probable que certaines capacités (de type effacement ou stockage) puissent ponctuellement offrir des MW de marges additionnelles pour un coût inférieur au surcoût supporté par le système aujourd'hui.

REstore reconnaît qu'un tel dispositif nécessiterait une adaptation importante du dispositif actuel : toutefois, il constitue selon nous une avancée nécessaire pour que le modèle marges soit géré de façon la plus transparente et concurrentielle possible, avec comme conséquence la réduction du coût total supporté par le consommateur final.

**Il est donc important d'inscrire dès maintenant cette réflexion à l'agenda, pour rendre ce modèle technologiquement neutre comme proposé par RTE sur recommandation de Microeconomix.**

Q8 : Avez-vous d'autres commentaires sur les éléments proposés dans la partie 3.2.1 ?

Pas de commentaires

Q9 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE consistant à ne pas faire évoluer le dispositif de programmation tel que proposé par RTE, sauf pour décliner l'ordonnance n°2016-1059 du 3 août 2016 prise en application de l'article 119 de la LTECV ? Dans le cas contraire, êtes-vous favorable à la proposition de RTE de traiter ces sujets (extension du dispositif et réduction du pas de programmation, extension de l'obligation d'offrir la puissance disponible) en 2017 et 2018 ?

Pas de commentaires. Comme indiqué en introduction, REstore ne voit pas d'inconvénient à ce que RTE soit l'acheteur unique de flexibilité à partir de l'ouverture de la fenêtre opérationnelle du moment que le modèle proposé est technologiquement neutre et équitable dans les activations. Les mesures visant à permettre à RTE de procéder au mieux à cette mission ne soulèvent donc selon nous pas de difficulté.

Q10 : Avez-vous d'autres commentaires sur les éléments proposés dans la partie 3.2.2 ?

REstore souhaite apporter des éléments additionnels afin de compléter la réflexion sur la programmation, notamment s'agissant des sites de soutirage. La CRE indique dans son document de consultation que RTE

propose « l'extension de l'obligation d'offrir la puissance disponible sur le mécanisme d'ajustement à d'autres capacités, par exemple certains sites de soutirage (pour une mise en oeuvre effective au 1er janvier 2019) ».

Nous rappelons ici que les offres d'ajustement proposées sur des sites de soutirage (effacement ou anticipation de consommation) sont issues d'un arbitrage entre l'usage primaire des processus impliqués (production industrielle, chauffage, pompage...) et l'usage secondaire qu'un consommateur peut souhaiter en faire, en proposant de modifier sa consommation. Contrairement à une centrale de production qui peut, une fois sa capacité valorisée sur les différents marchés, remettre la puissance restante et qui n'a pas été valorisée, sur le MA, un consommateur ne dispose pas d'une telle puissance disponible. Celle-ci n'existe en effet que de par l'opportunité d'une valorisation : par un raisonnement par l'absurde, une telle proposition reviendrait à obliger l'ensemble des consommateurs disposant d'une capacité **technique** de modulation (soit une très large partie des consommateurs), de proposer cette capacité de façon obligatoire.

Naturellement, les consommateurs n'ont pas la capacité de connaître, prévoir, et piloter leur consommation flexible. Un MW de flexibilité ne serait là que si toutes les conditions sont remplies (si le consommateur veut le garder de côté, et la décision de savoir si le MW est disponible est plus compliqué à juger que pour un groupe de production qui dispose lui par sa nature même d'une capacité maximale disponible.

De même, la valorisation de la flexibilité des consommateurs sur le mécanisme d'ajustement repose sur la capacité à proposer une variation de la puissance appelée par ce site, et en aucun cas sur sa capacité à prédire sa consommation. Ainsi, un processus flexible de 1 MW sur un site consommant par ailleurs 9 MW sur d'autres processus, pourra tout à fait être activé et valorisé sur le MA, sans que le reste des 9 MW ne soient ni contrôlés, si prévisibles, et donc non programmés.

Q11 : Etes-vous favorable au maintien d'une gestion intégrée entre l'équilibre offre-demande et les flux sur le réseau, ainsi qu'à l'absence de segmentation des offres déposées pour le mécanisme d'ajustement en fonction du besoin (équilibre offre-demande, réseau, marges...) ? En particulier, êtes-vous favorable au maintien d'actions de RTE pour gérer les congestions locales en amont de la fermeture du dernier guichet de nomination transfrontalier ?

Oui, mais à conditions que des offres ne soient plus écartées de la préséance EOD pour des causes réseau (cf ci-dessous)

Q12 : Estimez-vous que le processus en sept étapes décrit par RTE afin de gérer les contraintes réseau lors de l'échange d'énergie d'équilibrage sur des plateformes européennes est pertinent ?

Pas d'avis

Q13 : Pensez-vous qu'un mécanisme de compensation financière, pour les offres dans la préséance économique du mécanisme d'ajustement mais non activées pour cause de congestion, représente un dispositif approprié pour donner des signaux d'investissement aux acteurs ? Pensez-vous que des signaux de plus long terme seraient pertinents ? Si oui, lesquels ?

Il est essentiel que soit mis en place une dissociation claire entre équilibrage EOD et congestion : les acteurs doivent pouvoir recevoir les deux signaux, et la sélection des offres ne doit pas être limitée. Aujourd'hui, cela conduit à masquer une partie des coûts de congestions, cachés dans un coût plus élevés des offres d'équilibrage, ce qui nuit à la transparence, et aux signaux en matière de développement de capacités dans les localisations précises.

CF notre réponse sur les portefeuilles plus loin

Q14 : Avez-vous d'autres commentaires sur les éléments proposés dans la partie 3.3 ?

Pas de commentaires

Q15 : Si le pas de règlement des écarts était fixé à 15 minutes en Europe, seriez-vous favorable à la proposition de RTE consistant à mettre en oeuvre ce changement à l'échéance la plus tardive possible ?

Pas de commentaires

Q16 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE d'instruire en 2018 la suppression du facteur k du prix de règlement des écarts afin d'aboutir à un prix de règlement des écarts unique « *pur* » (sans remettre en cause la neutralité financière de RTE vis-à-vis de ses activités d'équilibrage) ? Si non, pourquoi ?

Pas de commentaires

Q17 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE d'instruire en 2018 le choix entre un prix de règlement des écarts égal au prix moyen pondéré ou au prix marginal de toutes les réserves ? Si vous êtes favorable au maintien d'un prix de règlement des écarts fixé au prix moyen pondéré, pour quelles raisons ce choix vous semble-t-il suffisamment incitatif ?

REstore est favorable à la proposition de la CRE.

Il convient de mener une étude plus approfondie sur les modalités de détermination du prix des écarts en fonction du coût d'activation des différentes réserves.

Q18 : Avez-vous d'autres commentaires sur les éléments proposés dans la partie 3.4.1 ?

Pas de commentaires

Q19 : En lien avec le renforcement des incitations des responsables d'équilibre, quelles informations supplémentaires souhaiteriez-vous que les gestionnaires de réseau partagent avec les responsables d'équilibre afin de les informer de l'état de leur périmètre ? Précisez le cas échéant les caractéristiques de ces données (maille d'agrégation des informations, fréquence de partage...) et le calendrier souhaité.

Pas de commentaires

Q20 : Partagez-vous le point de vue de la CRE et de RTE selon lequel l'équilibrage d'une part et la reconstitution des flux et le profilage d'autre part doivent évoluer de façon coordonnée et faire l'objet d'analyses conjointes ?

Pas de commentaires

Q21 : Concernant le profilage, quelles évolutions privilégiez-vous pour accompagner la feuille de route de l'équilibrage ?

Pas de commentaires

Q22 : Concernant la reconstitution des flux, quelles évolutions privilégiez-vous pour accompagner la feuille de route de l'équilibrage ?

Pas de commentaires

Q23 : Avez-vous d'autres commentaires sur les éléments proposés dans la partie 3.4.2 ?

Pas de commentaires

Q24 : Etes-vous favorable à l'utilisation d'un produit standard unique par processus ? En l'état actuel des discussions sur les caractéristiques de tels produits, serez-vous capable d'en offrir ?

REstore est favorable à cette proposition, qui permettra de maximiser la liquidité sur ces produits et de révéler les signaux de prix pertinents. REstore sera également en mesure d'offrir de tels produits.

Q25 : Pour chaque type de réserve, êtes-vous favorable à une forme identique entre les produits standards et les produits que les fournisseurs de services d'ajustement seront localement incités à livrer, comme proposé par la CRE ?

REstore partage les interrogations de la CRE s'agissant de la proposition de RTE d'inciter les acteurs à livrer un produit de forme trapézoïdale, conformément à ce que les GRTs échangent aux frontières.

Comme exprimé en BSG au travers de son rôle de représentant de la SEDC, REstore est fortement positionné en faveur de la définition de produits standards de type blocs, qui ne tiendraient pas compte des rampes physiques des acteurs d'ajustement ou des produits échangés par les GRTs aux frontières. En effet, il nous semble essentiel d'inciter les acteurs à limiter au maximum ces rampes, et ceci passe par la non rémunération de celles-ci. Avec ce système (identique aux produits actuellement échangés sur le marché journalier ou infra-journalier qui sont des blocs), les offres capables de fournir seulement le service demandé, sans rampes, seront avantagées et se développeront davantage que des offres avec des rampes importantes (qui devraient être intégrées par l'acteur et non rémunérées).

**Aussi, REstore s'oppose fermement à la proposition de RTE de reporter les contraintes de rampes sur les produits demandés aux acteurs d'ajustement. D'après les éléments dont nous disposons et qui ont pu être présentés par les GRT dans les instances de concertation, il nous semble que la proposition actuelle de RTE n'est pas étayée, et donc non pertinente. Nous souhaiterions donc disposer de plus d'éléments permettant de justifier la volonté de demander des produits en trapèze aux acteurs, le seul argument historique (jusqu'à présent les groupes de productions délivrent des rampes) n'étant pas recevable.**

Q26 : En particulier, quelles seraient les caractéristiques (DMO notamment) des produits de réserve secondaire que vous souhaiteriez proposer sur la plateforme d'échange de réserve secondaire ? Etes-vous favorable à la mise en place d'une sélection des offres par préséance économique au niveau national ou régional avant la mise en place européenne de la plateforme d'échange de produits standards de réserve secondaire ?

En tant qu'agrégateur valorisant essentiellement des processus de consommateurs d'électricité, REstore considère que la perspective d'un DMO raccourci à 300 secondes n'aura pas d'impact sur le gisement accessible.

En revanche, REstore s'est exprimé à plusieurs reprises depuis 1 an en groupes de travail et en CAM de RTE sur son souhait de voir RTE mener à une échéance accélérée les travaux permettant de migrer vers une modalité d'activation des offres de réserve secondaire par préséance économique. En effet, le mode d'activation actuel fonde sur le prorata constitue le frein principal à une participation plus large des sites de soutirage à la réserve secondaire.

REstore accueille ainsi favorablement la volonté affichée par RTE et soutenue par la CRE de mettre en concertation de façon anticipée les modalités de passage à une activation par préséance économique dès 2017, pour une mise en œuvre début 2019 (contrairement à 2020 comme indiqué dans une précédente version de la feuille de route). Toutefois, REstore considère que ce passage pourrait être envisagé dès 2018, avec des volumes limités dans un premier temps, ce dans le double objectif de permettre d'ouvrir plus tôt cette réserve aux sites de soutirage, et également de préparer un passage complet à une activation par préséance économique en 2019.

Q27 : Etes-vous favorable au fait de devoir redéposer votre offre sur une autre plateforme vous-même ? Partagez-vous la proposition de la CRE consistant à optimiser les interactions entre plateformes, si cela est techniquement possible, à moyen/long terme ?

REstore est favorable à la proposition de la CRE

Q28 : Etes-vous favorable au maintien de produits spécifiques ? Partagez-vous la proposition de la CRE consistant à privilégier l'utilisation des produits standards ? Si oui, quelles propositions concrètes pourriez-vous formuler pour atteindre cet objectif ?

REstore comprend que l'ensemble des offres d'ajustement actuelles ne puissent pas être dimensionnées pour répondre aux exigences des futurs produits standards, et se priver de potentiels gisement de réserves serait dommageable pour le système électrique. Toutefois, ces offres ne devraient effectivement être utilisées uniquement en cas d'absence d'offres dans les produits standards, et ce aussi bien pour les problématiques d'offre demande que pour la gestion des marges ou les congestions.

En effet, REstore est convaincu qu'il convient d'envoyer toutes les incitations aux acteurs pour développer des offres répondant aux exigences des produits standard, afin que les nouvelles capacités qui émergent soient orientées dans ce sens, et remplacent progressivement les anciennes.

Q29 : Pensez-vous qu'il soit utile de garantir que les produits standards ayant une durée d'utilisation de 30 minutes puissent être offerts en cas de réduction de la fenêtre opérationnelle à 1h-1h15 ? Que pensez-vous de la proposition de la CRE pour y parvenir ? Quelles autres solutions envisageriez-vous ?

Pas de commentaires

Q30 : Avez-vous d'autres commentaires sur les éléments proposés dans la partie 3.5 ?

Pas de commentaires

Q31 : Etes-vous favorable à une mise en oeuvre de la rémunération au prix marginal par type de réserve au démarrage des plateformes européennes associées ?

REstore est favorable à cette proposition

Q32 : Etes-vous favorable à une rémunération des offres de soutirage/injection incitant à livrer le volume activé de manière progressive (le gain de l'acteur diminuant légèrement en fonction de l'écart d'ajustement, dans la limite de +/- 20%, puis fortement au-delà) ? Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant le fait de ne pas créer un prix de règlement des écarts d'ajustement différent du prix de règlement des écarts ?

REstore est favorable à cette proposition

Q33 : Pensez-vous qu'il serait souhaitable que le contrôle du réalisé soit effectué à un pas de 5 minutes ?

Pas d'avis

Q34 : Avez-vous d'autres commentaires sur les éléments proposés dans la partie 3.6 ?

REstore souhaite apporter des remarques complémentaires s'agissant de la construction d'un régime de pénalité incitant les acteurs à déclarer leurs indisponibilités au plus tôt. A l'image de l'exemple retenu par la CRE dans son document de consultation, cette problématique concerne tout particulièrement les produits avec une prime fixe en contrepartie d'une mise à disposition de la capacité (réserves rapide et complémentaire, AOE actuellement).

En premier lieu, REstore dresse le constat que les différents produits d'équilibrage (de la réserve primaire à l'AOE) présentent des régimes de pénalités très différents, tant sur leur construction logique que sur les montants de pénalités appliqués.

En second lieu, REstore est convaincu que pour renvoyer de bonnes incitations, les régimes de pénalités doivent effectivement être construits pour inciter au maximum les acteurs à déclarer leurs indisponibilités en amont d'une activation par RTE. Pour ce faire, REstore considère que :

- un contrôle de disponibilité tel que mis en place actuellement (contrôle de la puissance injectée/soutirée, avec déclaration d'un plancher non effaçable) n'est pas applicable car **soit inefficace** (possibilité de ne pas déclarer le plancher, ou de ne pas injecter pour un groupe de secours), **soit discriminatoire** (pour les capacités sans talon non effaçable, ou pour les groupes devant injecter) ;
- seules des activations aléatoires permettent de dissuader les possibilités d'arbitrage pour un acteur qui souhaiterait ne pas déclarer une indisponibilité (et éviter les pénalités) ;
- l'espérance de gain à dissimuler une indisponibilité doit être largement négatif. Ce n'est aujourd'hui pas le cas sur un dispositif comme la réserve rapide : compte-tenu de la probabilité d'activation et du ratio entre les différentes pénalités, un acteur a aujourd'hui tout intérêt à ne pas déclarer une indisponibilité à partir du moment où il peut passer au travers des mailles du contrôle de disponibilité.

Exemple :

- Soit la pénalité P1 en cas d'indisponibilité déclarée, autour de 40 euros par MW par heure indisponible
- Soit une pénalité P3 en cas d'indisponibilité lors d'une activation de 1600 euros par MW et par heure indisponible

En théorie, avec une pénalité 40 fois plus élevée, un acteur devrait être incité à déclarer toute indisponibilité. Or, un biais majeur existe du fait que P1 s'applique de fait pour chaque heure d'indisponibilité, alors que P3 ne s'applique que s'il y a activation. Pour retrouver ce ratio de 40 entre P1 et P3, il faudrait que la base de calcul du volume indisponible soit la même. En pratique, si les activations sont en dessous de 200 heures



par an, un acteur aura intérêt à ne pas déclarer une indisponibilité. Avec des chiffres historiques plutôt autour de 20 heures par an pour certaines capacités en fin de préséance, le ratio n'est donc plus du tout équilibré.

Pour rétablir un équilibre, REstore propose les axes d'évolution suivants :

- Supprimer le contrôle de disponibilité, pour mettre à égalité l'ensemble des capacités ;
- Augmenter le ratio entre P3 et P1, soit en augmentant la première, soit en diminuant la seconde. Dans la mesure où P1 est dimensionnée pour éviter des arbitrages avec le prix spot, et sans lien avec le niveau de rémunération offert par la réserve rapide, REstore considère que diminuer P1 serait préférable ;
- Assurer un minimum d'heures d'activation par an, pour réduire les possibilités d'arbitrage.

Q35 : Êtes-vous en accord avec la proposition de la CRE concernant l'évolution des dispositifs de contractualisation de capacité sur la base de produits standards ? Quelles dispositions proposeriez-vous pour permettre aux capacités contractualisées d'être partagées sur les plateformes européennes (notamment concernant le mode d'activation direct ou programmé, les offres à stock et les dispositions ne permettant que deux activations par jour) ?

S'agissant des dispositions pour permettre aux capacités contractualisées d'être partagées sur les plateformes européennes, REstore est favorable aux dispositions suivantes :

- Mise en commun des offres avec des modes d'activations différents (direct ou programmé), avec une incitation financière (bonus, prime à l'interclassement...) pour celles offrant davantage de flexibilité, afin d'inciter au développement de ces capacités ;
- Gestion du stock et du nombre d'activation permettant aux offres dépassant les exigences requises de pouvoir être activées davantage (captant ainsi des revenus énergie plus importants), sans nuire à la sélection et la rémunération d'offres plus limitées mais qui répondent aux exigences des produits standards. Comme pour le point précédent, si une capacité propose un service supplémentaire, elle doit pouvoir obtenir une rémunération additionnelle : pour les offres sans contrainte d'énergie, cela implique généralement un modèle avec des coûts d'activations limités, et donc des opportunités de gain sur la partie énergie.

Q36 : Quelles propositions concrètes vous semblent prioritaires à mettre en oeuvre pour améliorer les conditions de concurrence sur la réserve secondaire (changement du mode d'activation, extension de la prescription, contractualisation supranationale...) ?

Cf réponse à la Q26 : le frein principal à la participation des sites de soutirage réside dans le mode d'activation au prorata. Comme constaté pour la réserve primaire, un accès indirect au marché via une reprise des obligations d'un acteur obligé, et le caractère purement national, s'ils constituent des freins évidents, sont toutefois moins problématiques.

Q37 : Partagez-vous la proposition de RTE de maintenir une contractualisation de certaines capacités à une échéance annuelle ? Etes-vous favorable à la proposition de la CRE d'instruire le choix de l'échéance court-terme de contractualisation ?

D'une manière générale, **REstore est très favorable à un raccourcissement des délais de contractualisation**, en ce qu'ils permettent aux acteurs de disposer d'une meilleure visibilité sur la disponibilité des capacités, et donc le gisement disponible. En revanche, dans la mesure où il serait démontré que maintenir une contractualisation annuelle partielle peut présenter un intérêt, REstore ne s'y oppose pas.

Q38 : En ce qui concerne le partage et l'échange transfrontalier de réserves d'équilibrage, seriez-vous favorable à la mise en place d'une initiative pilote pour la réserve complémentaire ? Si non, pourquoi ?

**REstore est favorable à cette proposition.**

Q39 : Considérez-vous nécessaire de mener une refonte des régimes de pénalités en cas d'indisponibilité pour les différentes réserves, avant que leur mode de constitution ait évolué ? Si oui, à quelle échéance ?

Oui, notamment pour la réserve rapide (cf Q34 sur les incitations à la déclaration des indisponibilités).

Q40 : Avez-vous d'autres commentaires sur les éléments proposés dans la partie 3.7 ?

Q41 : Quel est le modèle de constitution des supports d'offres le plus adapté à vos besoins (site à site, agrégé ou portefeuille) ? Etes-vous favorable à la proposition de RTE concernant le modèle agrégé ? Si non, pourquoi

et quelle(s) mesure(s) proposeriez-vous permettant à RTE de conserver une visibilité suffisante des flux sur le réseau ? Le modèle choisi doit-il être identique pour toutes les réserves ?

**En premier lieu, REstore tient à souligner l'aspect crucial de ce sujet pour le bon développement de la modulation de la demande en particulier, et des nouveaux moyens de flexibilité en générale, qui nécessitera une souplesse maximale dans la gestion de portefeuilles agrégés.**

REstore note que dans la feuille de route, RTE expose une préférence pour un modèle de constitution des offres identique à celui actuellement en vigueur, au détriment d'une évolution assumée vers un modèle « portefeuille » pur. Pour autant, les détails du modèle proposé par RTE (possibilité d'associer un site à plusieurs produits, gestion dynamique des agrégats) laissent entrevoir la possibilité d'un modèle hybride, qui tendrait vers le modèle « portefeuille ».

Pour REstore, il est essentiel que les sites puissent être gérés au sein de portefeuilles dynamiques. S'agissant des arguments présentés par RTE pour rejeter le modèle « portefeuille », REstore tient à souligner :

- Qu'une gestion des sites flexibles dans un modèle portefeuille peut tout à fait être accompagnée d'échanges d'information accrus avec les gestionnaires de réseau (de transport et de distribution), ce afin de limiter au maximum les risques associés à la visibilité réduite sur la localisation des capacités activables et activées ;
- Qu'il est absolument nécessaire que le contrôle de la réalisation des offres activées puisse se faire non pas à la maille du portefeuille complet, mais uniquement à la maille des sites mobilisés pour répondre à l'offre.

Q42 : Pensez-vous que l'intérêt de la présence de plusieurs acteurs fournissant différents types de réserve sur un même site soit justifié au vu de la complexité technique que cela introduirait ? Si oui, quelles solutions proposeriez-vous pour permettre à un site d'être géré par différents acteurs pour fournir différents types de réserves (s'agissant de la coordination de la gestion d'un même site entre plusieurs acteurs pour différentes réserves et la reconstitution ex-post (contrôle du réalisé) des actions des différents acteurs sur les différents types de réserves) ?

**REstore considère qu'il est essentiel de maintenir possible la présence de plusieurs acteurs sur un site, dès lors que cela peut présenter un intérêt pour les consommateurs qui valorisent leur flexibilité et pour le système électrique en général.**

Selon nous, cette disposition se justifie de par les différents types de processus valorisables sur un même site, les caractéristiques propres à chaque opérateur, ainsi que les différents produits accessibles.

Par exemple, il est tout à fait imaginable et pertinent de voir sur un site :

- un opérateur A valoriser des processus de consommation sur un produit demandant une technologie poussée et une réponse rapide, du type réserve primaire ;
- un opérateur B valoriser le groupe de production du site (cogénération, diesel), sur un produit à faible intensité technologique mais plus concurrentiel ;
- le fournisseur, en tant qu'opérateur C, valoriser la consommation globale du site lors de périodes bien identifiées (jours PP2 par exemple), au travers d'une incitation tarifaire.

REstore est également convaincu que la gestion de cette présence multiple est tout à fait possible à encadrer, notamment :

- de par un recours accru à la sous-mesure pour le contrôle du réalisé. En isolant les différents processus valorisés (qui dans le cas de la présence de plusieurs opérateurs sont souvent différents), il devient beaucoup plus facile de contrôler ce que chaque opérateur réalise ;
- en sensibilisant davantage les sites sur les obligations liées à un engagement auprès d'un opérateur (exemple du code de bonne conduite en préparation en Angleterre) ;
- en dissociant les différents dynamiques de temps des produits proposés (difficulté moindre pour distinguer un effacement long d'une modulation pour répondre à une déviation de fréquence).

Q43 : Pensez-vous que les conditions d'agrégation proposées par RTE vous permettront d'offrir des produits standards ? Si non, pourquoi ? Quelles mesures alternatives proposeriez-vous pour favoriser l'offre de produits standards ?

Pas de commentaires



Q44 : En prenant en compte le compromis nécessaire entre la flexibilité donnée aux acteurs et le besoin de visibilité des gestionnaires de réseau pour effectuer leurs analyses réseau, quelle est pour vous la fréquence de constitution la plus adaptée (mensuelle, hebdomadaire, journalière ou autre) pour :

- Le périmètre de flexibilité ?
- Le support d'offres (déclaration de l'agrégat pour les offres d'énergie d'équilibrage) ?

Q45 : En prenant en compte le compromis nécessaire entre la flexibilité donnée aux acteurs et le besoin de visibilité des gestionnaires de réseau pour effectuer leurs analyses réseau, quels seraient pour vous le mécanisme (glissant, guichets réguliers...) et le délai de notification d'entrée et de sortie d'une flexibilité les plus adaptés pour :

- Le périmètre de flexibilité ?
- Le support d'offres ?

Réponse aux questions 44 et 45 : Pour REstore, il convient de distinguer les éléments relatifs à la constitution et la modification des périmètres de flexibilité de ceux relatifs à la constitution et la modifications des paramètres des supports d'offres :

- Pour les périmètres, il convient *a minima* d'avoir de temporalités qui permettent une participation aux enchères et produits correspondants. Par exemple, si des enchères journalières sont organisées, il convient de pouvoir faire évoluer la composition et la certification de son portefeuille à cette maille afin d'intégrer les évolutions de sites qui peuvent avoir lieu à l'issue de chaque enchère. De même, figer à un moment donné la composition du portefeuille ne constitue pas de difficulté, du moment que cela peut se faire à une distance qui n'est pas trop lointaine par rapport au temps réel (jours/semaines selon les enchères et produits sous-jacents).

- En revanche, pour les supports d'offres, toute obligation de figer en amont le choix des sites constitutifs de ce support constitue un frein majeur et une proposition que REstore ne partage pas. La valeur d'un agrégateur et de son portefeuille réside justement dans la capacité à gérer un certain nombre de sites pour fournir un service, en gérant les indisponibilités qui peuvent survenir à l'approche du temps réel. En demandant à un fournisseur de service d'ajustement de figer la liste des sites associés à une offre, cette possibilité peut être fortement réduite ou même détruite : pour préserver cela, un agrégateur aurait alors intérêt à vouloir déclarer la totalité des sites de son périmètre pour un support d'offres pour éviter tout risque. Même en s'approchant du temps réel, la connaissance sur les sites qui vont effectivement être activés ne peut être tout à fait certaine et changer.

Aussi, REstore ne souhaite pas que la progression des modalités de constitution des périmètres de flexibilité qui a été présentée précédemment (et qui constitue une avancée importante), soit associée de l'autre côté à un recul sur les modalités de gestion opérationnelle de ces périmètres. Toutefois, REstore partage l'idée que la constitution de périmètres de flexibilité de plus en plus gros, et capables des services sur plusieurs produits, nécessite des échanges d'information supplémentaires avec les gestionnaires de réseau.

Aussi, il convient selon nous de trouver le meilleur équilibre entre la constitution souple de périmètres de flexibilité, et la libre gestion/utilisation des composants de ces périmètres, tout en assurant *a minima* comme indiqué plus haut la nécessaire possibilité d'avoir plusieurs opérateurs présents sur un même site.

Q46 : Envisageriez-vous de formuler des offres agrégeant des sites de soutirage et des sites d'injection ? Même question pour des sites connectés au RPD et des sites connectés au RPT. Quelle proportion de vos sites (puissance et pourcentage) serait concernée ?

Oui. Il ressort très clairement des travaux de prospection de REstore que la possibilité de mixer sites de soutirage et injection, et RPD/RPT présente des avantages indéniables pour permettre l'émergence de nouveaux gisements.

En particulier sur la réserve primaire, au-delà des quelques sites industriels aux processus bien particuliers qui sont valorisés depuis 2014 déjà, REstore constate que le développement de MW additionnels repose en grande partie sur la faculté de combiner plusieurs sites au sein de véritables portefeuilles. Au sein de ces portefeuilles, l'exemple typique de complémentarité repose sur la mise en commun de sites de soutirage capables d'apporter une réponse à la hausse en diminuant leur consommation, et de sites de production (cogénérations, renouvelables) capables de fournir une réponse à la baisse en diminuant leur production.

Q47 : La plupart des propositions de RTE faites dans ce chapitre concernent la constitution des offres d'énergie. Selon vous, certaines de ces dispositions devraient-elles être déclinées pour la constitution des capacités ? Quelles évolutions des modalités de participation des capacités vous semblent prioritaires ?

Q48 : Avez-vous d'autres commentaires sur les éléments proposés dans la partie 3.8 ?

REstore souhaite apporter des éléments complémentaires qui peuvent avoir un impact sur la gestion des offres d'ajustement en cas de constitution d'agrégats ou de portefeuille.

Le retour d'expérience de REstore en France et à l'étranger (Allemagne, Angleterre, Belgique) montre que des modalités de gestion efficaces des agrégats passent par des méthodes de contrôle du réalisé adaptées. En particulier, il est nécessaire de prévoir des modalités de contrôle qui ne soient pas perturbées par la présence de sites enregistrés dans un agrégat mais non activés.

Pour cela, une méthode qui répond partiellement à la problématique consiste à opérer une gestion dynamique des agrégats (proche du temps réel, puis confirmée ex post) afin de ne considérer que les parties d'un agrégat qui sont utilisés à chaque activation.

Q49 : Quel degré de priorité et quelle valeur accordez-vous à la participation des ENR à l'équilibrage ?

Cf Q55

Q50 : Avez-vous des éléments de comparaison sur la participation des ENR aux marchés d'équilibrage dans les autres pays européens ?

Cf 55

Q51 : En distinguant en fonction de la filière (éolien, biomasse...), du mode de soutien (obligation d'achat, complément de rémunération et hors mécanismes de soutien) et du caractère existant ou futur de l'installation, pour quelles catégories d'installations renouvelables la participation à l'équilibrage vous paraît-elle la plus pertinente ? Merci de prendre en compte notamment les impacts sur l'équilibrage et sur les charges de service public de l'électricité.

Cf Q55

Q52 : Avez-vous l'intention de faire participer des ENR à l'équilibrage dans les prochaines années ?

Cf Q55

Q53 : Les propositions de RTE vous paraissent-elles pertinentes et complètes pour les différentes catégories ? Si non, quelles propositions formulerez-vous pour favoriser la participation de ces différentes catégories ? A quelle échéance ?

Cf Q55

Q54 : Quelles interactions voyez-vous entre l'éventuelle participation des ENR et la conception des mécanismes de soutien ? Partagez-vous l'analyse de la CRE sur l'incitation des capacités sous complément de rémunération à participer au mécanisme d'ajustement ?

Cf Q55

Q55 : Avez-vous d'autres commentaires sur les éléments proposés dans la partie 3.9 ?

REstore ne valorise pour le moment pas d'actifs renouvelables dans son portefeuille dans les différents pays dans lesquels il est actif. Toutefois, les modalités proposées revêtent pour REstore un intérêt particulier, en ce que les portefeuilles de capacités agrégées intégreront très certainement progressivement des capacités renouvelables en plus des sites de soutirage et d'autres actifs de production déjà valorisés.

S'agissant des modalités proposées, REstore considère notamment que les interactions avec les dispositifs de soutien devront être analysées très attentivement, afin qu'une valorisation sur des mécanisme de réserve ou de l'ajustement puisse se faire avec des perspectives de revenus supplémentaires pour les capacités

engagées. En effet, dès lors que tout revenu supplémentaire s'accompagnerait d'une diminution équivalente du soutien, l'incitation pour ces moyens à participer à ces réserves serait nulle. Compte-tenu des enjeux en termes de revenus (centaines de milliers d'euros garantis sur plusieurs années pour le dispositif soutien, vs. dizaines de milliers d'euros aléatoires chaque année pour les mécanismes de réserve), le choix des opérateurs de tels moyens serait rapidement fait en cas de cumul impossible.

En termes de surcoût pour la collectivité, le coût du dispositif de soutien serait inchangé, alors que la valorisation de ces capacités sur des réserves permettrait d'en diminuer le coût total.

Q56 : Jugez-vous la proposition de mettre en oeuvre une procédure « accélérée » pertinente ? Si oui, que pensez-vous du processus décrit ?

REstore est très favorable à cette proposition, qui permettra de réelles avancées et le développement de nouvelles technologies. En l'état, le processus décrit nous semble reposer sur des principes sains. Toutefois, il importe de clairement définir les modalités de déclenchement de telles évolutions, afin de garantir l'applicabilité (au risque que chaque évolution soit renvoyée à la prochaine modification « standard » des règles sinon).

Q57 : Avez-vous d'autres commentaires sur les éléments proposés dans la partie 3.10 ?

Pas de commentaires

Q58 : Avez-vous des commentaires sur les dispositions proposées par la Commission européenne pour le paquet d'hiver concernant la contractualisation des réserves (cf analyse de la CRE dans la partie 3.7) ?

Pas de commentaires

Q59 : Avez-vous des commentaires sur les dispositions proposées par la Commission européenne pour le paquet d'hiver concernant les effacements et leurs modalités de participation ?

Pas de commentaires

Q60 : Avez-vous d'autres commentaires sur les dispositions proposées par la Commission européenne pour le paquet d'hiver concernant l'équilibrage ?

Pas de commentaires